

BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE

DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE

sous la direction de

P.-F. GONIDEC

et

A. BOURGI

*Professeur à l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)*

*Assistant
Docteur en Droit*

TOME XXXII

DROIT PATRIMONIAL
DE LA
FAMILLE AU SENEGAL
(Régimes matrimoniaux - Libéralités - Successions)

par

Serge GUINCHARD

*Professeur à la Faculté de Droit
de l'Université Jean-Moulin à Lyon
et à la Faculté des Sciences Juridiques
et Economiques de l'Université de Dakar*

**LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT
ET DE JURISPRUDENCE**

R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS

20 et 24, rue Soufflot, 75005 PARIS

**NOUVELLES EDITIONS
AFRICAINES**

Boîte Postale 260 - DAKAR

20615 ABIDJAN

1980

BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE

DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE

sous la direction de

P.-F. GONIDEC

et

A. BOURGI

*Professeur à l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)*

*Assistant
Docteur en Droit*

TOME XXXII

DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE AU SENEGAL

(Régimes matrimoniaux - Libéralités - Successions)

par

Serge GUINCHARD

Professeur à la Faculté de Droit
de l'Université Jean-Moulin à Lyon
et à la Faculté des Sciences Juridiques
et Economiques de l'Université de Dakar



**LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT
ET DE JURISPRUDENCE**

R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS
20 et 24, rue Soufflot, 75005 PARIS

**NOUVELLES EDITIONS
AFRICAINES**

Boîte Postale 260 - DAKAR
20615 ABIDJAN

1980

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	9
INTRODUCTION GENERALE AU DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE	11
Section 1 — La notion de patrimoine familial	14
§ 1 — L'existence de biens affectés à la famille	15
I — L'affectation de biens à la famille dans le droit des régimes matrimoniaux	15
II — L'affectation des biens de la famille dans le droit des libéralités	17
III — L'affectation des biens à la famille dans le droit des successions	19
§ 2 — L'existence de techniques juridiques assurant la mise en œuvre de l'affectation des biens de la famille	21
I — Techniques assurant la permanence de l'affectation des biens à la famille	22
II — Technique assurant la cohésion patrimoniale des affecta- tions familiales représentant une communauté d'intérêts	25
§ 3 — Affectation des biens à la famille et théorie générale du patri- moine	27
I — Patrimoine familial et théorie classique du patrimoine	28
II — Patrimoine familial et théories modernes du patrimoine	29
III — Patrimoine familial et théories contemporaines du patri- moine	31
Section 2 — Les sources du Droit patrimonial de la famille	33
§ 1 — Sources législatives	33
I — Le code de la famille	33
II — Les lois annexes	64
§ 2 — La pratique	64
I — La pratique judiciaire	64
II — La pratique notariale	66
III — La pratique « coutumière »	66
§ 3 — Les sources bibliographiques - Bibliographie générale	67
I — Droit africain en général	67
A — Institutions africaines - généralités	67
B — La coutume	68
C — Droit des personnes et de la famille	69
II — Droit sénégalais	70
A — Antérieurement au code de la famille	70
B — Sur le code de la famille	71
III — Les droits annexes	72
A — Droit musulman	72
B — Droit français	73

LIVRE I

LES REGIMES MATRIMONIAUX

INTRODUCTION	79
§ 1 — Les régimes matrimoniaux dans le Droit patrimonial de la famille	80
I — Champ d'application des régimes matrimoniaux	81
II — Régimes matrimoniaux et autres éléments du droit patrimonial de la famille	83
§ 2 — Le problème du choix, en législation, d'un régime matrimonial	84
I — Les éléments du choix : historique de la formation du droit des régimes matrimoniaux au Sénégal	84
II — Le choix du législateur sénégalais	90

PREMIERE PARTIE

LES CONSTANTES DES REGIMES MATRIMONIAUX :
LES REGLES APPLICABLES SOUS TOUS LES REGIMES

Section 1 — Règles assurant l'indépendance des époux	95
§ 1 — L'indépendance des époux dans leur vie professionnelle	95
I — L'indépendance du mari	96
II — L'indépendance de la femme	96
§ 2 — L'indépendance des époux dans leur vie personnelle	104
I — La preuve des pouvoirs des époux	104
II — Le pouvoir de passer seul les contrats relatifs aux charges du mariage	108
III — L'indépendance des coépouses en cas de polygamie	109
Section 2 — Règles assurant l'interdépendance des époux	109
§ 1 — Les règles relatives aux charges du mariage	110
I — La contribution des époux aux charges du mariage	110
II — L'obligation solidaire des conjoints au paiement des dettes domestiques	119
§ 2 — Les hypothèses de transferts de pouvoirs et de représentation entre époux	122
I — Transferts de pouvoirs et représentation entre époux en période normale	122
II — Transferts de pouvoirs et représentation entre époux en période de difficultés	124
§ 3 — L'influence de la qualité d'époux sur certains contacts	129
I — La nullité de la vente entre époux	129
II — Les limites à la validité des sociétés entre époux	130
III — Les donations entre époux	130

SECONDE PARTIE

LES VARIABLES DES REGIMES MATRIMONIAUX

TITRE I — LE CHOIX DU REGIME MATRIMONIAL : L'OPTION AU MOMENT DU MARIAGE	132
§ 1 — Conditions d'exercice de l'option	133
I — Conditions de forme	133
II — Conditions de fond	135

§ 2 — Portée de l'option	135
I — Portée initiale : la liberté limitée des époux	135
II — Portée de l'option durant le mariage : choix irrévocable	137

TITRE II — LE REGIME LEGAL : LA SEPARATION DE BIENS 140

Section 1 — La propriété des biens	141
§ 1 — Principe : séparation des biens des époux	141
§ 2 — La preuve de priorité des biens des époux : le jeu des présomptions	142
I — Modes de preuve de la propriété exclusive des biens des époux	142
II — La présomption légale de propriété indivise	143
III — L'abrogation de la présomption mucienne	144
Section 2 — La gestion des biens	144
§ 1 — Principe : la séparation des pouvoirs	144
§ 2 — Atténuations au principe	145
I — La contribution aux charges du mariage	145
II — L'ingérence d'un époux dans l'administration des biens de l'autre	145
Section 3 — Le passif	147
I — Le principe : la séparation des dettes	147
II — Atténuation : solidarité pour les charges du mariage	147

TITRE III — LES REGIMES SUPPLETIFS 148

Chapitre I — LE RÉGIME DOTAL 149

Section 1 — Les biens dotaux	150
§ 1 — La composition des biens dotaux	150
I — La provenance des biens	150
II — La nature des biens	151
III — La description des biens	151
§ 2 — La gestion des biens dotaux	151
I — L'administration des biens dotaux	152
II — La jouissance des biens dotaux	152
III — Les actes de disposition	152
§ 3 — La restitution et la protection des biens dotaux lors de la dissolution du régime	155
I — Les causes de dissolution du régime dotal	155
II — Les effets de la dissolution : la restitution des biens dotaux	157

Section 2 — Les autres biens des époux 158

Chapitre II — LE RÉGIME COMMUNAUTAIRE DE PARTICIPATION AUX MEUBLES ET ACQUÊTS 159

Section 1 — Fonctionnement du régime	160
§ 1 — Composition des biens	160
§ 2 — Gestion des biens	161
I — Règles d'inspiration séparatiste	161
II — Règles d'inspiration communautaire	162
§ 3 — Passif	164
Section 2 — La dissolution et la liquidation du régime	164
§ 1 — Causes de dissolution	165
I — Causes de droit commun	165
II — Cause exceptionnelle : la séparation de biens judiciaire à titre principal (article 395)	165
§ 2 — Effets de la dissolution : la liquidation du régime	165
I — Effets quant à l'actif	165
II — Effets quant au passif	167

LIVRE II

LES LIBERALITES

INTRODUCTION	171
LA NOTION DE LIBERALITE	174
§ 1 — Accès à titre gratuit et actes à titre onéreux : l'élément intentionnel	174
I — Relativité de la distinction	174
II — Intérêts de la distinction	175
III — Critère de la distinction	176
§ 2 — Libéralités et autres actes à titre gratuit : l'élément matériel	180
PREMIERE PARTIE	
LES CONSTANTES : LES REGLES COMMUNES A TOUTES LES LIBERALITES	
INTRODUCTION	183
<i>Chapitre I</i> — LES CONDITIONS DE FOND DES LIBÉRALITÉS	184
Section 1 — La capacité de recevoir et de disposer à titre gratuit	184
§ 1 — Panorama des différentes incapacités de disposer et de recevoir à titre gratuit	185
I — Les incapacités de disposer à titre gratuit	185
II — Les incapacités de recevoir à titre gratuit	192
§ 2 — Les sanctions des incapacités de disposer ou de recevoir à titre gratuit	198
I — Moment d'appréciation de la capacité	198
II — Nature et régime de la sanction	198
Section 2 — Le consentement	200
§ 1 — L'existence du consentement	201
I — La notion d'insanité d'esprit	201
II — Le régime des sanctions	201
§ 2 — L'intégrité du consentement	203
Section 3 — L'objet des libéralités	204
Section 4 — Les causes des libéralités	205
§ 1 — La cause, condition de fond des libéralités	205
§ 2 — Les deux aspects de la cause	206
I — La cause de l'obligation : la cause abstraite	206
II — La cause de l'acte juridique : les mobiles	207
<i>Chapitre II</i> — LES MODALITÉS DES LIBÉRALITÉS	210
Section 1 — Le terme	210
Section 2 — La condition	210
§ 1 — Notion et rôle dans les libéralités	210
I — Définition et exemples	210
II — Condition et cause	211
§ 2 — Validité et nullité des conditions	212
I — Nullité des conditions illicites, immorales et impossibles	212
II — Interdiction des conditions potestatives	214

Section 3 — Les charges	215
§ 1 — Le Droit commun des libéralités avec charges	216
I — Notion de libéralités avec charges	216
II — Le régime juridique des libéralités avec charges	230
§ 2 — Réglementation particulière à certaines libéralités avec charges	236
I — Les fondations	236
II — Les substitutions fidéicommissaires	236
<i>Chapitre III</i> — LES LIMITES A LA LIBERTÉ DE DISPOSER A TITRE GRATUIT	246
Section 1 — Le principe de la liberté de disposer à titre gratuit et le droit des héritiers à la réserve	246
§ 1 — Régime juridique de la réserve	247
I — Quantum	247
II — Héritiers réservataires	248
III — Mise en œuvre et sanction	248
§ 2 — Nature juridique et fondement de la réserve	248
I — Nature juridique	248
II — Fondement de la réserve	251
Section 2 — Le principe de la liberté de disposer à titre gratuit et le respect de l'égalité entre les héritiers	251

SECONDE PARTIE

LES VARIABLES :

LES REGLES PARTICULIERES A CHAQUE TYPE DE LIBERALITES

TITRE I — LES LIBERALITES DU DROIT COMMUN	254
SOUS-TITRE I — Les donations	255
<i>Introduction</i> : LA NOTION DE DONATION	255
I — Donation et acte gratuit	255
II — Donations et testaments	256
<i>Chapitre I</i> — LES CONDITIONS DE FORMATION DES DONATIONS	258
Section 1 — Les règles de forme	258
§ 1 — La donation, acte solennel	258
I — Les formalités requises	259
II — Sanction des règles de forme	261
§ 2 — Les exceptions au principe de la solennité	262
I — Les donations déguisées	263
II — Les donations indirectes	266
Section 2 — Les règles de fond : Le principe de l'irrévocabilité volontaire des donations	272
<i>Chapitre II</i> — L'EXÉCUTION DES DONATIONS	279
Section 1 — Le transfert d'un droit	279
Section 2 — Les obligations du donateur et du donataire	280
§ 1 — Les obligations du donateur	280
§ 2 — Les obligations du donataire	280
Section 3 — La révocation des donations	280
§ 1 — Révocation provoquée par un fait juridique	281
I — Révocation des donations à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps	281
II — Révocation pour survenance d'enfant	281

LIVRE II

LES LIBERALITES

INTRODUCTION	171
LA NOTION DE LIBERALITE	174
§ 1 — Accès à titre gratuit et actes à titre onéreux : l'élément intentionnel	174
I — Relativité de la distinction	174
II — Intérêts de la distinction	175
III — Critère de la distinction	176
§ 2 — Libéralités et autres actes à titre gratuit : l'élément matériel	180
PREMIERE PARTIE	
LES CONSTANTES : LES REGLES COMMUNES A TOUTES LES LIBERALITES	
INTRODUCTION	183
<i>Chapitre I</i> — LES CONDITIONS DE FOND DES LIBÉRALITÉS	184
Section 1 — La capacité de recevoir et de disposer à titre gratuit	184
§ 1 — Panorama des différentes incapacités de disposer et de recevoir à titre gratuit	185
I — Les incapacités de disposer à titre gratuit	185
II — Les incapacités de recevoir à titre gratuit	192
§ 2 — Les sanctions des incapacités de disposer ou de recevoir à titre gratuit	198
I — Moment d'appréciation de la capacité	198
II — Nature et régime de la sanction	198
Section 2 — Le consentement	200
§ 1 — L'existence du consentement	201
I — La notion d'insanité d'esprit	201
II — Le régime des sanctions	201
§ 2 — L'intégrité du consentement	203
Section 3 — L'objet des libéralités	204
Section 4 — Les causes des libéralités	205
§ 1 — La cause, condition de fond des libéralités	205
§ 2 — Les deux aspects de la cause	206
I — La cause de l'obligation : la cause abstraite	206
II — La cause de l'acte juridique : les mobiles	207
<i>Chapitre II</i> — LES MODALITÉS DES LIBÉRALITÉS	210
Section 1 — Le terme	210
Section 2 — La condition	210
§ 1 — Notion et rôle dans les libéralités	210
I — Définition et exemples	210
II — Condition et cause	211
§ 2 — Validité et nullité des conditions	212
I — Nullité des conditions illicites, immorales et impossibles	212
II — Interdiction des conditions potestatives	214

Section 3 — Les charges	215
§ 1 — Le Droit commun des libéralités avec charges	216
I — Notion de libéralités avec charges	216
II — Le régime juridique des libéralités avec charges	230
§ 2 — Réglementation particulière à certaines libéralités avec charges	236
I — Les fondations	236
II — Les substitutions fidéicommissaires	236
<i>Chapitre III</i> — LES LIMITES A LA LIBERTÉ DE DISPOSER A TITRE GRATUIT	246
Section 1 — Le principe de la liberté de disposer à titre gratuit et le droit des héritiers à la réserve	246
§ 1 — Régime juridique de la réserve	247
I — Quantum	247
II — Héritiers réservataires	248
III — Mise en œuvre et sanction	248
§ 2 — Nature juridique et fondement de la réserve	248
I — Nature juridique	248
II — Fondement de la réserve	251
Section 2 — Le principe de la liberté de disposer à titre gratuit et le respect de l'égalité entre les héritiers	251

SECONDE PARTIE

LES VARIABLES :

LES REGLES PARTICULIERES A CHAQUE TYPE DE LIBERALITES

TITRE I — LES LIBERALITES DU DROIT COMMUN	254
SOUS-TITRE I — Les donations	255
<i>Introduction</i> : LA NOTION DE DONATION	255
I — Donation et acte gratuit	255
II — Donations et testaments	256
<i>Chapitre I</i> — LES CONDITIONS DE FORMATION DES DONATIONS	258
Section 1 — Les règles de forme	258
§ 1 — La donation, acte solennel	258
I — Les formalités requises	259
II — Sanction des règles de forme	261
§ 2 — Les exceptions au principe de la solennité	262
I — Les donations déguisées	263
II — Les donations indirectes	266
Section 2 — Les règles de fond : Le principe de l'irrévocabilité volontaire des donations	272
<i>Chapitre II</i> — L'EXÉCUTION DES DONATIONS	279
Section 1 — Le transfert d'un droit	279
Section 2 — Les obligations du donateur et du donataire	280
§ 1 — Les obligations du donateur	280
§ 2 — Les obligations du donataire	280
Section 3 — La révocation des donations	280
§ 1 — Révocation provoquée par un fait juridique	281
I — Révocation des donations à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps	281
II — Révocation pour survenance d'enfant	281

§ 2 — Révocation provoquée par l'attitude du donataire	284
I — Révocation pour inexécution des charges	284
II — Révocation pour ingratitude du donataire	285
Sous-TITRE II — Les testaments	287
Introduction	287
Chapitre I — LA CONFECTION DU TESTAMENT	290
Section 1 — Les règles de forme	290
Sous-Section 1 — Règles de forme communes à tous les testaments ..	290
§ 1 — L'exigence d'un écrit	291
I — Principe	291
II — Atténuations	291
§ 2 — L'exigence d'un acte séparé	292
I — Fondement	292
II — Atténuations	293
Sous-Section 2 — Les formes particulières à chaque type de testaments	293
§ 1 — Les trois formes ordinaires de testament	293
I — Le testament olographe	293
II — Le testament par acte public	297
§ 2 — Les formes particulières à certains testaments	306
I — Les testaments par acte public privilégiés	306
II — Testament d'un sénégalais à l'étranger	312
Sous-Section 3 — Les sanctions des règles de forme	312
Section 2 — Le contenu du testament	313
§ 1 — Les legs	313
I — Règles communes à tous les legs	313
II — Les règles particulières à chaque legs	315
§ 2 — L'exécuteur testamentaire	319
Chapitre II — RÉVOCATION ET CADUCITÉ DES TESTAMENTS ET DES LEGS	321
Section 1 — Causes de révocation et de caducité des testaments et des	321
legs	321
§ 1 — Causes de révocation	321
I — Révocation par la volonté du testateur	322
II — Révocation en dehors de la volonté du testateur	325
§ 2 — Les causes de caducité des testaments et des legs	327
I — Caducité des legs pour impossibilité d'exécution	327
II — Caducité du testament pour mise en tutelle du testateur ?	328
Section 2 — Les conséquences de la révocation et de la caducité	329
Chapitre III — EXÉCUTION DU TESTAMENT	330
§ 1 — La preuve du testament	330
§ 2 — L'interprétation du testament	330
§ 3 — Les effets du testament	331
TITRE II — LES LIBERALITES A STATUTS SPECIALISES	333
Sous-TITRE I — Les libéralités à caractère familial	334
Chapitre I — LES LIBÉRALITÉS A CARACTÈRE FAMILIAL ET MATRIMONIAL	335
Section 1 — Les donations en vue d'un futur mariage	335

§ 1 — Règles communes à toutes les donations en vue d'un futur	336
mariage, quel qu'en soit l'auteur	336
I — Règles communes concernant la formation de la donation	336
propter nuptias	336
II — Règles communes concernant les effets de la donation	338
propter nuptias	338
§ 2 — Règles particulières à certaines donations en faveur d'un futur	339
mariage	339
I — Règles particulières aux donations entre futurs époux	339
II — Règles particulières aux donations propter nuptias con-	342
senties par un tiers aux futurs époux	342
Section 2 — Les donations entre époux	348
§ 1 — Orientation générale	348
§ 2 — La révocation des donations entre époux	349
I — La révocation pour une clause légale	349
II — La révocation ad nutum	350
Chapitre II — LES LIBÉRALITÉS A CARACTÈRE FAMILIAL ET SUCCESSORAL	351
Sous-TITRE II — Les libéralités avec affectation des biens à la satisfaction	352
d'un intérêt général : les fondations	352
§ 1 — Création d'une fondation	353
I — Les fondations réalisées par une libéralité à une personne	353
morale préexistante	353
II — Les fondations réalisées par création d'une personne	354
morale nouvelle	354
§ 2 — Le fonctionnement des fondations	358
I — L'affectation perpétuelle des biens dans les fondations ..	358
II — Sanction du non respect de l'affectation	363

LIVRE III

LES SUCCESSIONS

INTRODUCTION	369
§ 1 — Le droit successoral en général	369
I — Les deux sens du mot succession	369
II — Le fondement du droit successoral	372
§ 2 — Le Droit successoral dans le Code de la famille	374
I — L'abrogation des coutumes et l'unification du droit suc-	374
cessoral sénégalais	374
II — La laïcisation du droit successoral sénégalais	375
III — Caractère individualiste du droit successoral sénégalais ..	376
§ 3 — Bibliographie et annonce du plan	381

PREMIERE PARTIE

OUVERTURE ET DEVOLUTION DE LA SUCCESSION

TITRE I — OUVERTURE DE LA SUCCESSION	384
Section 1 — Les règles de fond	384
§ 1 — Les causes d'ouverture de la succession	384
§ 2 — Le moment d'ouverture de la succession	384

I — Règles normales	385
II — Les comourants	385
§ 3 — Le lieu d'ouverture de la succession	386
Section 2 — Les formalités consécutives à l'ouverture de la succession ..	387
§ 1 — Formalités communes à toutes les successions (articles 633 à 669 du C.P.C.)	387
I — Les scellés	387
II — L'inventaire	394
§ 2 — Les formalités particulières à certaines hypothèses	395
I — Les successions vacantes	395
II — Exécution au Sénégal d'un testament fait à l'étranger	398
TITRE II — DEVOLUTION DE LA SUCCESSION	399
INTRODUCTION	399
SOUS-TITRE I — Dévolution de la succession selon la volonté du défunt : légataires et institués contractuels	401
<i>Chapitre I</i> — LES RÈGLES DE DÉSIGNATION DES SUCCESEURS PAR LE DÉFUNT	402
Section 1 — Les modes d'expression de la volonté du défunt	402
§ 1 — La désignation des successeurs dans un testament : les légataires	402
§ 2 — La désignation des successeurs dans un contrat : les institués contractuels	403
I — Les pactes interdits : pactes sur la succession non ouverte d'un tiers	403
II — Les pactes autorisés : pactes sur la succession non ouverte de l'un des contractants	404
Section 2 — Les limites de la désignation des successeurs par la volonté du défunt : la réserve héréditaire	407
<i>Chapitre II</i> — LES QUALITÉS REQUISES DES LÉGATAIRES ET INSTITUÉS CONTRACTUELS POUR SUCCÉDER	409
SOUS-TITRE II — La dévolution de la succession selon la volonté du législateur : les héritiers (ab intestat)	410
<i>Chapitre I</i> — LES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER AB INTESTAT	411
§ 1 — L'existence au moment de l'ouverture de la succession	411
I — Pour hériter il faut être né ou au moins conçu	411
II — Pour hériter il ne faut pas être décédé ou absent	412
§ 2 — La capacité d'hériter	413
I — Le rejet des incapacités classiques du droit musulman	413
II — La capacité de l'enfant naturel	416
§ 3 — L'indignité successorale	418
I — Les causes d'indignité	418
II — Régime juridique de l'indignité	420
<i>Chapitre II</i> — LA DÉTERMINATION DES HÉRITIERS	421
Sous-Chapitre I — <i>La détermination des héritiers dans les successions du droit commun</i>	423
Section 1 — La dévolution de la succession en fonction de l'affection présumée du défunt	424
Sous-Section 1 — Les héritiers dans la parenté légitime	424
§ 1 — Les principes généraux de dévolution dans la parenté légitime ..	425
I — Premier principe : la répartition en ordres	425
II — Deuxième principe : la dévolution selon le degré	426

III — Troisième principe : la fente	426
IV — Quatrième principe : la représentation	427
§ 2 — Application des principes : répartition de la succession dans la parenté légitime	430
I — L'ordre des descendants légitimes (articles 520 à 522)	430
II — L'ordre des ascendants privilégiés et des collatéraux pri- vilégiés (articles 523 à 525)	430
III — L'ordre des ascendants ordinaires (article 525)	432
Sous-Section 2 — Les héritiers dans la parenté naturelle	433
§ 1 — Les droits successoraux des enfants naturels	433
I — Principe de l'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes	433
§ 2 — La dévolution de la succession de l'enfant naturel	438
I — Dévolution en présence de conjoint ou de descendants	438
II — Dévolution en l'absence de conjoint ou de descendants ..	438
Sous-Section 3 — Les héritiers dans la parenté adoptive	439
I — Adoption plénière	439
II — Adoption limitée	439
Sous-section 4 — Les droits successoraux du conjoint survivant	440
§ 1 — Les conditions générales de la vocation successorale du conjoint survivant	441
§ 2 — Les droits de conjoint survivant	442
I — Les droits successoraux du veuf ou de la veuve	442
II — La créance alimentaire de la veuve	442
Sous-Section 5 — L'Etat successeur	443
Section 2 — La dévolution de la succession en fonction de l'origine des biens : les successions anormales	443
I — Domaine des successions anormales	444
II — Etendue des successions anormales	444
III — Nature du droit de retour légal	445
Sous-Chapitre II — <i>La détermination des héritiers dans les successions de droit musulman</i>	447
Section 1 — Dévolution à la parenté	447
Sous-Section 1 — Dévolution de la succession entre les ordres d'héritiers	449
§ 1 — Détermination des ordres	450
I — Ordre des héritiers légitimaires	450
II — Ordre des héritiers universels ou aceb	451
III — Ordre des héritiers parents par les femmes	454
§ 2 — Les règles de répartition entre les ordres	454
I — Première règle : les héritiers légitimaires et les aceb excluent les héritiers parents par les femmes	454
II — Seconde règle : les héritiers légitimaires et les aceb suc- cèdent les uns à la suite des autres	455
Sous-Section 2 — Dévolution de la succession à l'intérieur de chaque ordre	460
§ 1 — Dévolution de la succession dans l'ordre des héritiers légiti- maires	460
I — Quotité des droits des héritiers légitimaires	461
II — Dévolution en cas de pluralité des légitimaires	469
III — Double lien de légitimaire	469
§ 2 — Dévolution de la succession dans l'ordre des aceb	470
I — La répartition entre les classes les unes à la faute des autres	470
II — Répartition à l'intérieur de chaque classe	470
Section 2 — Dévolution à l'Etat	473

SECONDE PARTIE

TRANSMISSION ET LIQUIDATION DE LA SUCCESSION

INTRODUCTION	475
Première sous-partie — Transmission et liquidation des successions de Droit commun	
TITRE I — LA SITUATION JURIDIQUE DES SUCCESSIBLES	479
SOUS-TITRE I — Le pouvoir de se mettre en possession de la succession : saisine, envoi en possession et délivrance des legs	
Section 1 — Les successibles saisis de plein droit : la saisine	480
§ 1 — La notion de saisine	481
I — La saisine dans le temps : ses origines	481
II — La saisine dans l'espace juridique : son rôle	482
§ 2 — Régime juridique de la saisine	484
I — Les bénéficiaires de la saisine	484
II — La portée de la saisine	486
Section 2 — Les successibles non saisis de plein droit	487
§ 1 — L'Etat	487
§ 2 — Les légataires	488
I — Domaine	488
II — Effets	488
SOUS-TITRE II — L'option successorale	490
<i>Chapitre I</i> — LES RÈGLES GÉNÉRALES D'EXERCICE DE L'OPTION	
Section 1 — L'optant	491
§ 1 — L'option est réservée aux successibles	491
I — Les successibles pouvant opter	491
II — Atténuations au caractère personnel de l'option	493
§ 2 — Les qualités de l'optant	495
I — La capacité de l'optant	496
II — Le consentement de l'optant	496
Section 2 — Le délai de l'option	497
§ 1 — Le délai de prescription et l'exception dilatoire	497
§ 2 — L'option ne peut être antérieure à l'ouverture de la succession ..	498
<i>Chapitre II</i> — LES RÈGLES GÉNÉRALES D'EXERCICE DE L'OPTION	
Section 1 — L'acceptation pure et simple	499
§ 1 — L'acceptation volontaire	499
I — Acceptation expresse	499
II — Acceptation tacite	500
§ 2 — L'acceptation forcée	501
Section 2 — L'acceptation sous bénéfice d'inventaire	503
§ 1 — Domaine	503
I — Acceptation sous bénéfice d'inventaire impossible	503
II — Déchéance du bénéfice d'inventaire	504
§ 2 — Formes de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire	504
I — La déclaration au greffe	504
II — L'inventaire	504

Section 3 — La renonciation	504
§ 1 — Formes de la renonciation	505
§ 2 — Effets de la renonciation	505
§ 3 — Rétractation de la renonciation	506
TITRE II — LA SITUATION JURIDIQUE DES SUCESSEURS	507
SOUS-TITRE I — Les droits des successeurs : la transmission de l'actif de la succession	
<i>Chapitre I</i> — LA PREUVE DE LA QUALITÉ DE SUCESSEUR	
Section 1 — La preuve extra judiciaire	509
§ 1 — Preuve de la qualité d'héritier ab intestat	509
§ 2 — Preuve de la qualité de légataire ou d'institué contractuel	510
Section 2 — L'action en pétition d'hérédité	510
§ 1 — Caractères de l'action	511
I — Action accordée aux successeurs : les parties à l'action	511
II — Action prescriptible	512
III — Action divisible	512
IV — Action réelle ou personnelle ? Compétence	513
§ 2 — Preuve de la qualité du successeur	513
§ 3 — Résultats de l'action	513
I — Relations successeur véritable — Successeur apparent	514
II — Relations successeur véritable — Tiers ayant contracté avec le successeur apparent	514
<i>Chapitre II</i> — DÉTERMINATION DE LA MASSE SUCCESSORALE TRANSMISE	
Section 1 — Transmission à titre particulier	516
§ 1 — Contenu du legs à titre particulier	517
§ 2 — Action des légataires à titre particulier	517
I — Action en délivrance et action en paiement	517
II — Actions réelles et personnelles	518
Section 2 — Transmission universelle	518
Sous-Section 1 — Les biens exclus de la masse successorale	518
§ 1 — Biens exclus, malgré leur appartenance au défunt	519
§ 2 — Biens exclus, parce que n'appartenant pas au défunt : les biens de lignage	519
Sous-Section 2 — Les biens rapportés à la masse successorale : la réduction des libéralités excessives au profit des héritiers réservataires	520
§ 1 — Calcul de la réserve et de la quotité disponible	521
§ 2 — Exercice de la réduction	528
I — Personnes pouvant demander la réduction	528
II — Ordre de réduction	529
III — Modalités et effets de la réduction	530
<i>Chapitre III</i> — LES POUVOIRS DES SUCESSEURS DANS L'ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION	
Section 1 — Administration par les successeurs	532
§ 1 — Administration de la succession en cas d'acceptation pure et simple	532
§ 2 — Administration de la succession en cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire	533
I — Administration de la succession bénéficiaire par le successeur	533
II — Administration de la succession bénéficiaire par un administrateur judiciaire	535

Section 2 — L'administration par l'exécuteur testamentaire	535
Section 3 — Administration des successions vacantes	536
§ 1 — Pouvoirs du curateur	537
§ 2 — Contreparties aux pouvoirs	537
I — Le cautionnement	537
II — La rémunération	537
III — La responsabilité	537
Section 4 — Formalité de l'inscription au Livre Foncier	538
Sous-TITRE II — Les obligations des successeurs : la liquidation du passif de la succession	539
<i>Chapitre I</i> — LIQUIDATION DU PASSIF DE LA SUCCESSION EN CAS D'ACCEPTATION PURE ET SIMPLE : LA SUCCESSION A LA PERSONNE	541
Section 1 — Le principe de la continuation de la personne du défunt par les successeurs et la transmission du passif	541
§ 1 — Origine et fondement du principe	542
I — Origine étrangère	542
II — Fondement conforme aux valeurs africaines	542
§ 2 — Portée du principe	543
I — Validité des titres exécutoires contre le successeur	543
II — L'obligation au passif « ultra vires successionis »	544
Section 2 — La protection des créanciers de la succession contre les créanciers du successeur par le privilège de la séparation des patrimoines	550
§ 1 — Conditions d'application du privilège	551
I — Conditions de fond	551
II — Conditions de forme	552
§ 2 — Effets du privilège	553
I — Le privilège ne crée pas une séparation des patrimoines ..	553
II — Les deux conséquences du privilège	553
III — Le privilège ne modifie pas les rapports des créanciers de la succession entre eux	554
<i>Chapitre II</i> — LIQUIDATION DU PASSIF DE LA SUCCESSION EN CAS D'ACCEPTATION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE : LA SUCCESSION AUX BIENS	555
Section 1 — La situation du successeur bénéficiaire	555
§ 1 — Le cloisonnement des patrimoines	555
I — L'obligation au passif « intra vires et cum viribus »	555
II — Autres conséquences du cloisonnement	556
§ 2 — Le successeur bénéficiaire reste un successeur	556
Section 2 — La protection des créanciers de la succession dans la procédure de liquidation du passif de la succession	557
§ 1 — Protection contre l'absence de liquidation	557
§ 2 — Protection contre un successeur malveillant au cours de la procédure de liquidation	558
I — Protection lors de la réalisation de l'actif	558
II — Protection des créanciers lors du paiement du passif	560
<i>Chapitre III</i> — LIQUIDATION DU PASSIF DES SUCCESSIONS VACANTES	562
§ 1 — Règles de liquidation	562
I — La réalisation de l'actif	562
II — Paiement du passif	563
III — Sort des successions ni liquidées, ni réclamées	563
§ 2 — Surveillance administrative et apurement des comptes des curateurs	564

Seconde sous-partie — Transmission et liquidation des successions de Droit musulman

Section 1 — Transmission de la succession musulmane	566
§ 1 — La présomption d'acceptation sous bénéfice d'inventaire	566
§ 2 — La réduction des libéralités excessives	567
I — Domaine de la réduction	567
II — Modalités de la réduction	570
§ 3 — Le moment de la transmission de la succession	573
Section 2 — Liquidation des successions de Droit musulman	574
§ 1 — Obligation « intra vires et cum viribus »	574
§ 2 — Procédure de liquidation	575

TROISIEME PARTIE

DE LA COHEREDITE : INDIVISION ET PARTAGE DE LA SUCCESSION

INTRODUCTION	577
TITRE I — L'INDIVISION SUCCESSORALE	578
Section 1 — La composition de l'indivision successorale	579
§ 1 — Composition active de la masse indivise	580
I — Les fluctuations	580
II — La subrogation réelle	581
§ 2 — Composition passive de la masse indivise	581
I — La division des dettes du de cujus et ses limites	581
II — L'existence d'un passif propre à l'indivision	582
Section 2 — Le fonctionnement de l'indivision successorale	583
§ 1 — Les droits des indivisaires	583
I — Droit à l'usage et à la jouissance des biens indivis	583
II — Droit privatif de chaque successeur sur sa quote part indivise	584
§ 2 — Administration de l'indivision par un ou plusieurs gérants	587
I — Nomination du gérant	587
II — Pouvoirs du gérant	587
III — Fin des fonctions	588
Section 3 — La durée de l'indivision successorale	589
§ 1 — Durée normale de l'indivision	589
§ 2 — Hypothèses d'indivision prolongée	589
I — Hypothèses d'indivision prolongée	589
II — Application à la gestion communautaire des anciens biens de lignage	591
TITRE II — LE PARTAGE SUCCESSORAL	595
Sous-TITRE I — Le partage de succession	596
<i>Chapitre I</i> — LES CONDITIONS DU PARTAGE	597
Sous-Chapitre I — La demande en partage	598
Section 1 — Les sujets de la demande	598
§ 1 — Les personnes pouvant demander le partage	598
I — Personnes pouvant demander le partage parce qu'elles y prennent part	598

II — Personnes pouvant demander le partage, bien qu'elles n'y prennent pas part	599
§ 2 — La capacité nécessaire aux copartageants	599
I — Les mineurs	599
II — Les majeurs incapables	600
§ 3 — Le consentement	600
Section 2 — Objet de la demande : les formes du partage	600
§ 1 — Partage amiable	601
§ 2 — Partage judiciaire	601
I — Les cas	601
II — Sanction	602
Section 3 — Le temps de la demande	602
Sous-Chapitre II — <i>Les opérations de partage</i>	603
Section 1 — La phase préparatoire dans le cadre du partage judiciaire ..	603
§ 1 — Les organes du partage judiciaire	603
I — Les organes facultatifs mais communs	603
II — Les organes obligatoires mais exceptionnels	604
§ 2 — Option ouverte au Tribunal : partage ou licitation préalable ...	604
I — Règles communes aux deux termes de l'option	604
II — Règles propres à la licitation	604
Section 2 — La formation de la masse partageable	606
Sous-Section 1 — Principes généraux	606
§ 1 — Biens exclus de la masse partageable	606
§ 2 — Biens rapportés à la masse	607
§ 3 — Autorité compétente	607
Sous-Section 2 — Les rapports à fin d'égalité	607
§ 1 — Le rapport des libéralités	608
I — Le domaine du rapport	609
II — La réalisation du rapport	613
§ 2 — Le rapport des dettes	616
I — Domaine du rapport des dettes	616
II — Exécution du rapport	617
§ 3 — Comparaison du rapport à fin d'égalité et de la réduction des libéralités excessives	618
I — Différences	619
II — Rapprochement quant aux techniques utilisées	619
Section 3 — Composition et attribution des lots	620
§ 1 — Partage amiable	621
I — Règles	621
II — Portée	621
§ 2 — Partage judiciaire	622
I — Les règles de forme	622
II — Les règles de fond	624
Section 4 — Les formalités finales	627
Sous-Chapitre III — <i>Le droit d'intervention des créanciers dans le partage</i> ..	628
Chapitre II — LES SANCTIONS DES RÈGLES DU PARTAGE	629
Section 1 — Sanction de Droit commun : la nullité du partage	629
§ 1 — Les cas de nullité	629
I — Exclusion des incapacités	629
II — Les cives du consentement	629

§ 2 Régime de l'action	631
I — Causes d'extinction de l'action	631
II — Action en nullité inutile	631
Section 2 — Sanctions particulières à la règle de l'égalité entre les copartageants ..	632
§ 1 — Sanction de l'inégalité existant dès l'origine : la rescision	632
I — Conditions d'exercice de l'action en rescision pour lésion ..	633
II — Mise en œuvre de l'action	634
§ 2 — Sanctions de l'inégalité apparaissant après le partage	634
I — Inégalité résultant de circonstances juridiques	634
II — Inégalité résultant de circonstances de fait : la résolution du partage	636
Chapitre III — LES EFFETS DU PARTAGE	637
Section 1 — L'effet déclaratif du partage	637
§ 1 — Origine et sens de l'effet déclaratif du partage	637
I — Position du problème	637
II — Les deux conceptions possibles	638
§ 2 — Portée de l'effet déclaratif	640
I — Conséquences de l'effet déclaratif	640
II — Domaine de l'effet déclaratif du partage	640
Section 2 — Les effets du partage sur le passif successoral	642
§ 1 — L'obligation aux dettes : rapports créanciers-cohéritiers	642
§ 2 — La contribution aux dettes : rapports des cohéritiers entre eux ..	643
Sous-TITRE II — Le partage d'ascendant	644
Section 1 — La donation-partage	645
§ 1 — Conditions	645
I — Conditions des donations	645
II — Conditions de partage	645
§ 2 — Sanctions	646
I — Sanction de droit commun : la nullité	646
II — Sanctions particulières à la règle de l'égalité entre les copartageants	646
§ 3 — Effets	647
Section 2 — Le testament-partage	648
§ 1 — Conditions	648
§ 2 — Sanctions et effets	649